

# E 7671

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2011-2012

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 19 septembre 2012

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 19 septembre 2012

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Recommandation de décision du Conseil** autorisant l'ouverture de négociations pour l'adaptation des accords (visés dans l'annexe jointe) signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales, en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne.

13069/12





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 3 août 2012 (06.08)  
(OR. en)**

**13069/12**

**Dossier interinstitutionnel:  
2012/0189 (NLE)**

**LIMITE**

**PESC 1014  
RELEX 740  
COASI 139  
COWEB 127  
COEST 276  
COMAG 88  
COMEM 273  
COAFR 250  
COLAT 41  
COTRA 28  
COMED 9  
CONOP 134  
ACP 156  
DEVGEM 228  
AMLAT 43  
AELE 60  
AVIATION 122  
AND 6  
FEROE 1  
CSCGNS 2  
TRANS 267  
CH 34  
VINS 1  
NT 22  
FIN 601**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine: Pour le Secrétaire général de la Commission européenne,  
Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur

Date de réception: 16 juillet 2012

Destinataire: Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union  
européenne

---

N° doc. Cion: COM(2012) 389 final

---

Objet: Recommandation de DÉCISION DU CONSEIL autorisant l'ouverture de  
négociations pour l'adaptation des accords (visés dans l'annexe jointe)  
signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et  
ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des  
organisations internationales, en raison de l'adhésion de la République de  
Croatie à l'Union européenne

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - COM(2012) 389 final.

p.j.: COM(2012) 389 final



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.7.2012  
COM(2012) 389 final

2012/0189 (NLE)

Recommandation de

### **DÉCISION DU CONSEIL**

**autorisant l'ouverture de négociations pour l'adaptation des accords (visés dans l'annexe jointe) signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales, en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne**

## EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Le traité concernant l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne<sup>1</sup> a été signé le 9 décembre 2011.
2. Conformément à l'article 6 de l'acte d'adhésion concernant les conditions d'adhésion de la République de Croatie, la Croatie s'est engagée à adhérer aux accords conclus ou signés par les États membres actuels de l'Union européenne avec un ou plusieurs pays tiers ou avec une organisation internationale. Selon cette même disposition, l'adhésion de la Croatie à ces accords est approuvée par la conclusion d'un protocole à ces accords entre le Conseil, statuant à l'unanimité au nom des États membres, et le ou les pays tiers ou l'organisation internationale concernés. Ces protocoles<sup>2</sup> doivent être négociés par la Commission sur la base de directives de négociation approuvées par le Conseil statuant à l'unanimité et après consultation d'un comité composé de représentants des États membres, et conclus par le Conseil.
3. À cette fin, la Commission soumet au Conseil une recommandation relative à l'adoption d'une décision autorisant la Commission à ouvrir des négociations pour l'adaptation des accords (visés dans l'annexe jointe au projet de recommandation) signés ou conclus par l'Union européenne, ou l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. La Commission doit être autorisée à négocier ces adaptations au nom de l'Union européenne et de ses États membres, y compris – sous réserve de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion – la République de Croatie.
4. En vue de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, il est également nécessaire de négocier l'amendement de certains accords préférentiels signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales.
5. L'appendice 1 des directives de négociation, joint au projet de décision du Conseil, contient une liste non exhaustive d'accords conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec des pays tiers, qui pourraient devoir être amendés du fait de l'adhésion à l'UE de la République de Croatie.
6. L'appendice 2 des directives de négociation contient une liste indicative d'accords «sectoriels» qui pourraient également devoir être adaptés du fait de l'adhésion à l'UE de la République de Croatie.
7. L'appendice 3 des directives de négociation contient une liste indicative d'accords commerciaux, négociés par l'Union européenne avec des pays tiers et des organisations internationales, qui pourraient être signés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2013, date prévue de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. Une fois signés, ces accords devront être adaptés également, afin de tenir compte de l'adhésion à l'UE de la République de Croatie.

---

<sup>1</sup> [Titre complet, référence JO, si déjà disponible à ce moment-là]

<sup>2</sup> À l'exception de ceux concernant un accord ayant trait exclusivement ou principalement à la politique étrangère et de sécurité commune.

8. Certains des accords énumérés dans les appendices établissent des organes institutionnels habilités à adopter des décisions qui sont contraignantes pour toutes les parties contractantes. Le mandat à obtenir du Conseil devra couvrir ces décisions également.

**La Commission recommande donc au Conseil:**

- d’adopter la décision jointe autorisant l’ouverture de négociations pour l’adaptation des accords susmentionnés signés ou conclus par l’Union européenne, ou par l’Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales, en raison de l’adhésion de la République de Croatie à l’Union européenne;
- de publier les directives de négociation jointes à la présente décision;
- de désigner un comité spécial en consultation avec lequel les négociations doivent être menées.

Recommandation de

## DÉCISION DU CONSEIL

**autorisant l'ouverture de négociations pour l'adaptation des accords (visés dans l'annexe jointe) signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales, en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 218, paragraphes 3 et 4,

vu le traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie concernant l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne<sup>3</sup>, signé le 9 décembre 2011, et notamment son article 3, paragraphe 4,

vu l'acte concernant les conditions d'adhésion de la République de Croatie et les adaptations du traité sur l'Union européenne, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique<sup>4</sup>, et notamment son article 6, paragraphe 2, deuxième alinéa,

vu la recommandation de l'Union européenne,

considérant qu'il y a lieu d'entamer des négociations pour l'adaptation des accords signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales, en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne,

---

<sup>3</sup> JO L xxx, xx.xx.xxxx, p. x.

<sup>4</sup> JO L xxx, xx.xx.xxxx, p. x.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

La Commission est autorisée à négocier, au nom de l'Union, ou au nom de l'Union européenne et de ses États membres, y compris – sous réserve de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion – la République de Croatie, l'adaptation des accords signés ou conclus par l'Union européenne, ou par l'Union européenne et ses États membres, avec un ou plusieurs pays tiers ou avec des organisations internationales.

*Article 2*

Les directives de négociation figurent en annexe. Une liste indicative des accords à adapter figure dans l'annexe jointe à ces directives.

*Article 3*

Les négociations sont conclues en consultation avec [nom du comité spécialisé à insérer par le Conseil].

*Article 4*

La présente décision est adressée à la Commission.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil  
Le président*

## ANNEXE

### **DIRECTIVES POUR LA NÉGOCIATION AU NOM DE L'UNION, OU AU NOM DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE SES ÉTATS MEMBRES, DE L'ADAPTATION DES ACCORDS SIGNÉS OU CONCLUS PAR L'UNION EUROPÉENNE, OU PAR L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, AVEC UN OU PLUSIEURS PAYS TIERS OU AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Les appendices 1 à 3 des présentes directives de négociation contiennent une liste indicative des accords à adapter du fait de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne.

Dans le cas de ces accords et de possibles accords futurs du même genre qui entreront en vigueur avant l'adhésion, il convient de négocier des protocoles apportant les adaptations nécessaires, le cas échéant, pour tenir compte de l'adhésion d'une nouvelle partie contractante (Croatie).

Par ailleurs, là où elles existent, les concessions commerciales actuelles devraient être réexaminées afin de tenir compte, d'une part, du commerce traditionnel et, d'autre part, de concessions existantes entre des pays tiers et la Croatie, en vue d'au moins maintenir ce commerce traditionnel.

En essence, il y a lieu de modifier ces accords de manière à ajouter la Croatie à la liste de parties contractantes et/ou d'adapter le contenu de chaque accord pour prendre en compte l'adhésion à l'UE de la Croatie.

Il convient que les protocoles contiennent une clause précisant que les accords sont modifiés sous réserve de l'entrée en vigueur du traité d'adhésion à l'UE de la République de Croatie, qui est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Il convient de conclure les négociations dès que possible afin de permettre l'entrée en vigueur des protocoles à la date de, et sous réserve de, l'adhésion de la Croatie. Au cas où les protocoles ne pourraient entrer en vigueur à la date de l'adhésion, il conviendra d'envisager une application à titre provisoire, en tenant compte des procédures respectives dans l'UE et dans les pays tiers concernés.

## APPENDICE 1 aux directives de négociation

### Accords commerciaux, accords d'association, accords-cadres, accords de partenariat et accords de coopération

#### Liste chronologique

	Titre officiel	Type	Date de signature
1	Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part (*)	Bilatéral	11/5/2012
2	Protocole de coopération entre l'Union européenne et l'Organisation de l'aviation civile internationale fournissant un cadre de coopération renforcée (*)	Bilatéral	29/03/2012
3	Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part	Bilatéral	6/10/2010
4	Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005 (*)	Multilatéral	22/6/2010
5	Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (*)	Bilatéral	10/5/2010
6	Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la	Bilatéral	9/11/2009

	République d'Indonésie, d'autre part (*)		
7	Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, modifiant l'accord sur le commerce, le développement et la coopération (*)	Bilatéral	11/9/2009
8	Accord intérimaire établissant un cadre pour un accord de partenariat économique entre les États d'Afrique orientale et australe, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part	Multilatéral	29/8/2009
9	Accord de partenariat intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et les États du Pacifique, d'autre part	Multilatéral	30/7/2009
10	Accord intérimaire établissant un cadre de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part (*)	Multilatéral	4/6/2009
11	Accord d'étape vers un accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la partie Afrique centrale, d'autre part (*)	Bilatéral	15/1/2009
12	Accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part (*)	Bilatéral	26/11/2008
13	Accord de partenariat économique entre les États du CARIFORUM, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part (*)	Multilatéral	15/10/2008

14	Protocole de coopération entre l'Organisation de l'aviation civile internationale et la Communauté européenne concernant les contrôles et inspections de sûreté et les questions connexes	Bilatéral	17/9/2008
15	Accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement entre la communauté européenne, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part	Bilatéral	16/6/2008
16	Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part (*)	Bilatéral	16/6/2008
17	Accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part	Bilatéral	29/4/2008
18	Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part (*)	Bilatéral	29/4/2008
19	Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part	Bilatéral	15/10/2007
20	Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part	Bilatéral	12/6/2006
21	Accord modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part,	Multilatéral	22/12/2005

	et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000		
22	Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part	Bilatéral	11/10/2004
23	Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres, à savoir les républiques de Bolivie, de Colombie, de l'Équateur, du Pérou et la République bolivarienne du Venezuela), d'autre part (*)	Multilatéral	15/12/2003
24	Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part (*)	Multilatéral	15/12/2003
25	Accord entre la Communauté européenne et le Canada concernant le commerce des vins et des boissons spiritueuses	Bilatéral	16/9/2003
26	Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part	Bilatéral	18/11/2002
27	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part	Bilatéral	17/6/2002
28	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la	Bilatéral	22/4/2002

	Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part		
29	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part	Bilatéral	25/6/2001
30	Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part	Bilatéral	09/4/2001
31	Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000	Multilatéral	23/6/2000
32	Accord de coopération entre la Communauté européenne et la République populaire du Bangladesh en matière de partenariat et de développement	Bilatéral	22/5/2000
33	Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part	Bilatéral	11/10/1999
34	Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part (*)	Bilatéral	25/5/1998
35	Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres,	Bilatéral	08/12/1997

	d'une part, et les États-Unis mexicains, d'autre part		
36	Accord de coopération entre la Communauté européenne et la République du Yémen	Bilatéral	25/11/1997
37	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part	Bilatéral	24/11/1997
38	Accord de coopération entre la Communauté européenne et le Royaume du Cambodge	Bilatéral	29/4/1997
39	Accord de coopération entre la Communauté européenne et la République démocratique populaire lao	Bilatéral	29/4/1997
40	Accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la Communauté européenne, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part	Bilatéral	24/2/1997
41	Accord entre la Communauté européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part	Bilatéral	6/12/1996
42	Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part	Bilatéral	21/6/1996
43	Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie,	Bilatéral	22/4/1996

	d'autre part		
44	Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part	Bilatéral	22/4/1996
45	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part	Bilatéral	26/2/1996
46	Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses États parties, d'autre part – Déclaration commune sur le dialogue politique entre l'Union européenne et le Mercosur	Multilatéral	15/12/1995
47	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part	Bilatéral	20/11/1995
48	Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part	Bilatéral	17/5/1995
49	Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres et la république de Biélorussie (*)	Bilatéral	6/3/1995
50	Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part,	Bilatéral	9/2/1995

51	Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part	Bilatéral	23/1/1995
52	Protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part	Bilatéral	28/11/1994
53	Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part	Bilatéral	24/6/1994
54	Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part	Bilatéral	14/6/1994
55	Accord de coopération entre la Communauté européenne et la république de l'Inde relatif au partenariat et au développement	Bilatéral	20/12/1993
56	Accord de coopération commerciale et économique entre la Communauté économique européenne et la Mongolie	Bilatéral	16/6/1992
57	Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la principauté d'Andorre - Accord entre la Communauté économique européenne et la principauté d'Andorre	Multilatéral	28/6/1990
58	Accord de coopération entre, d'une part, la Communauté économique européenne et, d'autre part, les pays parties à la charte du Conseil de coopération pour les États arabes du Golfe (l'État des Émirats arabes unis, l'État de Bahreïn, le Royaume d'Arabie	Multilatéral	15/6/1988

	Saoudite, le sultanat d'Oman, l'État de Qatar et l'État de Koweït		
59	Accord de coopération commerciale et économique entre la Communauté économique européenne et la République populaire de Chine	Bilatéral	21/5/1985
60	Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est	Multilatéral	7/3/1980
61	Accord entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, États membres de cette Communauté (États membres), d'une part, et l'Association internationale du développement, d'autre part	Multilatéral	2/5/1978
62	Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République arabe syrienne	Bilatéral	18/1/1977
63	Accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège	Bilatéral	14/5/1973
64	Accord entre la Communauté économique européenne et la République d'Islande	Bilatéral	22/7/1972
65	Accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse	Bilatéral	22/7/1972
66	Accord créant une association entre la Communauté économique	Bilatéral	12/9/1963

	européenne et la Turquie		
(*) Ce traité n'est pas encore entré en vigueur.			

## APPENDICE 2 aux directives de négociation

### Accords sectoriels divers conclus par l'UE (ou anciennement par la Communauté européenne) et ses États membres

#### Liste chronologique

	Titre officiel	Type	Date de signature
1	Accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la République d'Indonésie sur certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	29/6/2011
2	Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement (*)	Multilatéral	21/6/2011
3	Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement (*)	Multilatéral	21/ 6/2011
4	Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part (*)	Bilatéral	15/12/2010

5	Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part (*)	Bilatéral	2/12/2010
6	Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège (*)	Bilatéral	22/9/2010
7	Protocole modifiant l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part (*)	Bilatéral	24/6/2010
8	Accord sur le transport aérien entre le Canada, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part (*)	Bilatéral	17/12/2009
9	Accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Népal sur certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	23/1/2009
10	Accord entre la Communauté européenne et l'État d'Israël sur certains aspects des services aériens	Bilatéral	9/12/2008
11	Accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République de l'Inde sur certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	28/9/2008
12	Accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de l'Australie concernant certains aspects des services aériens	Bilatéral	29/4/2008
13	Accord entre la Communauté européenne et le Royaume hachémite de Jordanie sur certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	25/2/2008

14	Accord entre la Communauté européenne et les Émirats arabes unis sur certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	30/11/2007
15	Accord sur les services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part (*)	Bilatéral	30/4/2007
16	Accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la Malaisie concernant certains aspects des services aériens	Bilatéral	22/3/2007
17	Accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc concernant certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	12/12/2006
18	Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et le Royaume du Maroc (*)	Bilatéral	12/12/2006
19	Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (*)	Bilatéral	12/12/2006
20	Accord de coopération relatif à un système de navigation mondiale par satellite (GNSS) à usage civil conclu entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (*)	Bilatéral	9/9/2006
21	Accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République de Singapour concernant certains aspects des services aériens (*)	Bilatéral	9/6/2006

22	Accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur certains aspects des services aériens	Bilatéral	1/12/2005
23	Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine (*)	Bilatéral	1/12/2005
24	Accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (*)	Bilatéral	26/10/2004
25	Memorandum d'entente entre la Communauté européenne, le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Confédération suisse	Bilatéral	26/10/2004
26	Accord de coopération concernant un système mondial de	Bilatéral	13/7/2004

	navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'État d'Israël (*)		
27	Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et la République populaire de Chine (*)	Bilatéral	30/10/2003
28	Accord relatif aux transports maritimes entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part	Bilatéral	6/12/2002
29	Accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur le transport aérien	Bilatéral	21/6/1999
30	Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique en application des paragraphes 1 et 4 de l'article III du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	Bilatéral	5/4/1973
(*) Ce traité n'est pas encore entré en vigueur.			

**APPENDICE 3 aux directives de négociation**

**Accords non encore signés / négociations en cours**

	Titre de l'accord	Type d'accord
1	Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, concernant la création d'un espace commun européen	Bilatéral
2	Accord entre l'Union européenne et la République arabe d'Égypte sur certains aspects des services aériens	Bilatéral
3	Accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la République de Turquie sur certains aspects des services aériens	Bilatéral
4	Accord entre l'Union européenne et la République populaire de Chine sur certains aspects des services aériens	Bilatéral
5	Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part	Multilatéral
6	Accord relatif au transport aérien entre la République fédérative du Brésil, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part	Bilatéral
7	Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie	Bilatéral
8	Accord économique et commercial complet avec le Canada	Bilatéral
9	Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre	Bilatéral

	part.	
10	Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part	Bilatéral
11	Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part	Bilatéral
12	Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part	Bilatéral
13	Accord-cadre sur le commerce avec la Libye	Bilatéral
14	Accord de libre-échange avec l'Inde	Bilatéral
15	Accord de libre-échange avec la Malaisie	Bilatéral
16	Accord de libre-échange avec le MERCOSUR	Multilatéral
17	Accord de libre-échange avec Singapour	Bilatéral
18	Accord de partenariat économique intérimaire avec le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland	Multilatéral
19	Accord de partenariat et de coopération avec la Malaisie	Bilatéral
20	Accord de partenariat et de coopération avec les philippines	Bilatéral
21	Accord de partenariat et de coopération avec Singapour	Bilatéral
22	Accord de partenariat et de coopération avec la Thaïlande	Bilatéral
23	Accord de partenariat et de coopération avec le Viêt Nam	Bilatéral

24	Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, la Colombie et le Pérou, d'autre part	Multilatéral
----	--	--------------